

7° Sur ces entrefaites arrive un télégramme de L. D. dont Rous parle à tous les vents : « Toute concession à Raymond serait mortelle ». Rous réunit immédiatement le B. P. et arguant de la réunion des camarades de la Commune et d'une conversation personnelle de Frank dans le 14°, le B. P. remanie la rédaction, refuse la collaboration de la minorité de Front Social, et malgré les protestations de Molinier refuse la réunion du C. C., puis il désigne des orateurs pour l'assemblée d'information *uniquement sur la base de la majorité du B. P.* quoique la minorité se soit engagée à respecter dans cette manifestation publique la discipline et à ne pas poser les problèmes qui nous divisaient.

8° A partir de ce moment, Rous applique à sa façon le télégramme de L. D. :

a) Le B. P. est précédé d'une réunion de fraction avant l'arrivée de Molinier, demandant même à ce dernier d'attendre à l'extérieur lorsque la réunion fractionnelle n'est pas terminée;

b) Le B. P. adopte une attitude si arrogante, si violente, qu'il foule aux pieds les décisions antérieures, refuse de réunir le C. C., refuse de réunir le C. C. élargi, déplace le lieu de convocation du Comité régional pour éloigner du débat les membres de la minorité, divise en deux un groupe de la région parisienne où la majorité pour l'exclusion est douteuse; il élimine directement du B. P. Molinier, quoique celui-ci soit nommé par le C. C. et que nul autre organisme ne puisse l'éliminer; le B. P. prenant uniquement pour prétexte le fait que Molinier avait fait à l'Entente les propositions ci-dessus des camarades de la Commune (en spécifiant d'ailleurs qu'il s'agissait de liquider une situation de crise).

9° Tels sont les faits sur le plan de l'organisation. Un nouveau fait des plus graves vient de se produire. Au Comité Central, une moitié a refusé de tenir séance avec l'autre moitié sous prétexte de la présence du camarade Molinier lorsque d'après l'ordre du jour du C. C. même le problème de son exclusion était soumis à la ratification, donc que son départ d'une séance ne pouvait être fonction que de cette ratification. Tout ceci fut fait dans des conditions absolument odieuses comme toutes les méthodes employées à ce sujet par le Bureau politique (injures, grossièretés, calomnies immondes, histoires d'argent, etc...).

➤ Nous exposons dans un autre texte les raisons de la crise politique profonde qui succède à un chaos politique réel, ce chaos correspondant à la rupture de notre activité dans la S. F. I. O. et à l'entrée dans une voie indépendante. Cette crise dure depuis plusieurs mois; elle avait entraîné : la démission de Craipeau du G. B. L., ce que les militants de l'organisation ignorent; la démission de Naville du Bureau politique et de la rédaction de la *Vérité*, ce que les militants de l'organisation ignorent également.

Les difficultés actuelles ne sont qu'une des formes d'expression de cette crise. Celle-ci n'est pas inextricable mais à une seule condition : que l'on rétablisse l'unité du G. B. L. par des perspectives politiques communes et un programme de travail précis avec une commune volonté de respecter les décisions prises afin que le G. B. L. sorte de cette crise uni et renforcé.

Les enfantillages d'organisation, les exclusions en vitesse dans la nuit avec une incompréhension complète de ce qu'est l'exclusion des rangs du G. B. L., la portée de cette exclusion et la gravité de la décision, les menaces stupides comme celle-ci au groupe du 16° : « Il faudra vous traîner à genoux pour revenir », tout cela doit cesser. Pour que le G. B. L. devienne l'axe du regroupement révolutionnaire, il faut qu'il soit capable de résoudre sa propre crise sans capitulation, sans exclusion, sans rupture.

Une scission ne pourrait être justifiée que par une divergence de principe qui n'existe pas, ainsi que nous le démontrons par ailleurs.

Le 12 décembre 1935.

DEVREYER, DÉGLISE, DESDOUCHES, DUMAS,
FRANK, GODET, MÈCHE, MOLINIER, VAN,
membres du C. C. du G. B. L.

Le « C. C. » décide l'exclusion de Molinier; aventure, argent, confusionnisme, voici ses « arguments », le tout noyé dans des affirmations mensongères que nous relevons dans les divers documents.

RESOLUTION DU COMITE CENTRAL

sur le tournant de la situation et le journal « La Commune »

Le C. C. considère nécessaire de donner à toute l'organisation son opinion sur la parution du journal *La Commune*. Dans d'autres résolutions le C. C. examine la situation politique et les tâches qui en découlent pour le G. B. L. dans leur ensemble.

1° Le C. C. considère que le bloc constitué, en dehors du G. B. L. et de la L. C. I. par Molinier et ses amis, par une minorité du F. S. et différents camarades isolés doit être caractérisé comme bloc *centriste*. Il s'agit d'une concession et d'une capitulation devant la situation créée par le développement de la vague social-patriotique, d'une renonciation, sous prétexte d'atteindre plus facilement les masses, au programme fondamental de la IV^e Internationale.

2° Le glissement du groupe Molinier sur ces positions a été rendu possible par son attitude dans la gauche du P. S., depuis Mulhouse et Lille notamment. Molinier a reflété directement la pression des courants centristes capitulaires de Pivert et Cie; par son intermédiaire, cette pression s'est fait sentir jusque dans le C. C. qui n'a su s'en dégager tout récemment. (Combinaisons de sommet avec la gauche; soutien de la G. R. à sa création; tentative de fusionner avec la G. R. dans la confusion; déclarations à la C. N. contre l'orientation vers le nouveau parti; refus de faire adhérer au G. B. L. Zeller, Balay, etc...; lutte contre le soi-disant « avant-gardisme » de l'Entente; attitude équivoque dans l'élaboration de la motion C pour le Congrès Fédéral; acceptation d'un texte dans le même sens devant le C. N. S. F. I. O., absence de tout soutien pour la *Vérité* considérée comme « n'étant plus un organe de tendance », lutte démagogique, inspirée du S. A. P., contre le prétendu sectarisme et ultimatum du G. B. L., etc...).

3° Les exclusions de la S. F. I. O. étant intervenues, le groupe Molinier, pour masquer sa précédente orientation, s'est jeté en pleine déroute aventurière, en lançant, à l'insu et dans le dos du G. B. L., c'est-à-dire contre lui, un organe hebdomadaire, en collaboration, sur pied d'égalité politique, avec diverses tendances qui se caractérisent actuellement comme centristes et même non-marxistes.

Le C. C. considère que la lettre de Frank apporte la véritable plate-forme du nouveau groupe. Son contenu ne laisse aucun doute qu'il s'agit d'une rupture complète avec la plate-forme des bolchéviks-léninistes, et fait preuve d'une désorientation absolue. En particulier il faut souligner :

a) L'absence totale de perspective politique sérieuse. Croyance unilatérale et véritablement fétichiste au « putch » fasciste pour le lendemain (à l'imitation de Pivert);

b) Le lancement, à ce propos, du mot d'ordre de « Commune », sans précisions, seulement capable de cristalliser ainsi la confusion.

c) L'affirmation liquidatrice que le G. B. L. se place sur le même plan que les autres groupes minoritaires (?);

d) Procédés aventuriers et antiprolétariens de lancement d'un journal grâce aux ressources privées, qu'on « offre » ensuite aux « diverses tendances » (sic).

4° Le C. C. constate ensuite que les deux tracts de lancement de la *Commune* ne diffèrent en rien de la plate-forme de la G. R. Le C. C. souligne la volonté explicite d'anonymat, de ces appels et de l'affiche du journal, qui sont l'application de la formule centriste et aventuriste de Molinier-Frank sur le rassemblement révolutionnaire.

5° Le C. C. enregistre en outre les faits suivants :

a) Dans son premier numéro, la *Commune* a publié un appel sous le nom de 8 « membres du C. C. du G. B. L. ». Le C. C.